L’Europe et le « Pont-Euxin »

Description

Charnière entre l’Europe, l’Asie et le Moyen-Orient, la mer Noire a connu après la disparition de l’URSS une véritable révolution géopolitique. Espace hétérogène, elle est le terrain d’expression de géostratégies concurrentes. L’Union européenne peine à y affirmer sa présence.



L’antique Pont-Euxin peut bien évoquer le souvenir de Jason, des Argonautes et de leur expédition en Colchide, l’importance de la mer Noire et des territoires adjacents n’est pas toujours intégrée dans les cartes mentales des décideurs de l’Union européenne. Et pourtant, sur ce théâtre comme ailleurs, toutes les lignes bougent. La mer Noire n’est plus un « lac soviétique » et le désenclavement en cours de l’ancien Heartland des géopolitologues anglo-saxons lui confère un rôle de charnière entre Europe et Asie. Très prochainement élargie à la Roumanie et à la Bulgarie, l’Union européenne sera riveraine de la mer Noire. Pour se constituer en un ensemble géopolitiquement cohérent, il lui faut donc affirmer sa présence et «faire frontière».

Limes oriental du Monde d’Ulysse, le Pont-Euxin des Anciens Grecs est une mer enclavée de 450.000 kilomètres carrés, ouverte sur la Méditerranée par les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Charnière entre l’Europe, l’Asie et le Moyen-Orient, la mer Noire est au cœur d’un système géopolitique hétérogène composé de plusieurs sous-ensembles: le monde slave oriental, la péninsule anatolienne et le Caucase. En 1991, ce segment maritime du rideau de fer et ses approches ont connu une révolution géopolitique d’ampleur. L’URSS disparaît en tant qu’entité politique. Des territoires riverains et adjacents – l’Ukraine, la Moldavie et la Géorgie – accèdent à l’indépendance. Le Pacte de Varsovie sombre et les satellites bulgare et roumain retrouvent leur pleine souveraineté. La mer Noire n’est donc plus le «lac soviétique» à partir duquel l’Eskadra franchissait les détroits du Bosphore et des Dardanelles pour rayonner en Méditerranée.

Vers un marché commun de la mer Noire ?

Au sortir du conflit Est-Ouest, la Turquie cherche à donner une cohérence d’ensemble à ce système géopolitique. Son président, Turgut Ozal, lance l’idée d’un marché commun de la mer Noire. Ses efforts portent leurs fruits. En 1992, le sommet d’Istanbul donne naissance au projet de Coopération économique de la mer Noire (CEMN). Onze Etats participent à l’entreprise. Les six Etats riverains – Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine – ainsi que cinq Etats adjacents – Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Grèce et Moldavie. La Déclaration du Bosphore fixe les objectifs politiques de la CEMN: règlement pacifique des différends; démocratie, droits de l’homme et Etat de droit. Sur le plan économique, une zone de libre-échange est envisagée. Cet ensemble est conçu comme un forum -sans personnalité juridique, sans traité fondateur – et le demeure, bien que la CEMN ait été transformée en une Organisation de la Coopération économique de la mer Noire à Yalta, en juin 1998.

Par la géographie et l’histoire, l’Union européenne est partie prenante de ce système géopolitique. Depuis 1992, le Rhin est relié au Danube par la canalisation du Main. Les ports de Rotterdam et de Constantza sont interconnectés et cette « autoroute liquide » ouvre la mer Noire aux flottes fluviales et au commerce ouest-européens[1]. Par ailleurs, la Grèce est tout à la fois membre de l’Union européenne et de la CEMN. Elle renoue avec les 600 000 Pondi du Pont-Euxin (Grecs d’Ukraine et de Russie) pour réactiver ses réseaux commerciaux et prospecter de nouveaux marchés. Deux autres pays de la CEMN, la Bulgarie et la Roumanie, sont candidats à l’entrée dans l’Union européenne. Ils devraient l’intégrer en 2007. Enfin, la Turquie et l’Ukraine sont des Etats associés, la première étant candidate à la candidature.

Les enjeux énergétiques amènent aussi l'Union européenne à s'engager en mer Noire. Zone de transit, elle commande l'accès, via le Caucase, au bassin de la Caspienne et à l'Asie centrale, ce nouvel Orient énergétique. Les ressources en hydrocarbures sont importantes, même si elles ont été initialement surestimées. Se pose donc la question de leur désenclavement. Qualifié de «golfe inversé» par André Dulait et François Thual[2], la Caspienne ne dispose d'aucun accès direct aux grands courants d'échanges mondiaux. Les oléoducs et gazoducs existants ont été construits pour desservir l'URSS et les pays du CAEM (le COMECON). Un temps différée, la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan a commencé au second semestre 2002. Le pétrole transitera par la Géorgie et la Turquie pour déboucher dans le Golfe d'Alexandrette, en face de Chypre. En attendant, les flux transitent par les tubes russes – Grozny et la Tchétchénie sont désormais contournés au nord par le Daghestan- et parviennent jusqu'au port de Novorossijsk. Il sont ensuite pris en charge par des tankers qui traversent la mer Noire pour franchir les détroits turcs. « Passerelle eurasienne »[3], la mer Noire est donc un espace essentiel pour l'approvisionnement pétrolier des économies européennes.

Le soft power de l'Union européenne

L'approche européenne de la mer Noire est tout à la fois institutionnelle et économique. Le scénario est le suivant: la consolidation de la CEMN stabilisera cet espace très hétérogène et permettra de désenclaver les richesses énergétiques de la Caspienne. Ces flux alimenteront les économies européennes et, en retour, assureront la solvabilité d'un marché de quelque 200 millions d'individus. La boucle est bouclée. L'Union européenne et son ingénierie de l'intégration sont donc érigées en modèle et il revient à Bruxelles de soutenir la coopération régionale en mer Noire. Pour ce faire, la Commission a lancé en 1997 une initiative concernant la CEMN. Schématiquement, elle comprend diverses aides aux pays de la région ainsi qu'un soutien financier au projet TRACECA (couloir de transport Europe – Caucase – Asie) et au programme INOGATE (modernisation des oléoducs et gazoducs). L'Union européenne participe également à certains projets de la Banque de Commerce et de développement de la mer Noire. Elle finance aussi le Centre régional de l'Energie de la mer Noire, le Centre international d'Etudes de la mer Noire et divers projets environnementaux. Auteur d'une étude de l'Union de l'Europe occidentale sur cet espace, Yannis Valinakis juge que cet engagement reste insuffisant : « L'image positive de l'Union européenne et son expérience déjà étendue en matière de coopération subrégionale pourraient ouvrir la voie à un engagement européen plus actif et plus productif dans la région de la mer Noire »[4].

En mer Noire comme en Méditerranée et en Baltique, les pratiques et discours de l'Union européenne relèvent d'une même thématique, celle de la puissance civile. Les incitations économiques, la technologie de l'intégration et la persuasion permettraient de pallier les insuffisances diplomatiques et militaires. Le soft power en lieu et place du hard power; Emmanuel Kant versus Thomas Hobbes[5]. L'exercice a ses limites.

Un espace traversé de conflits

Un rapide tour d'horizon de la mer noire et des territoires adjacents montre combien cet espace est traversé de multiples conflits, ouverts ou larvés. Au final, le bilan de la CEMN est bien modeste. La zone est trop hétérogène pour aller au-delà des déclarations d'intention. Deux zones souffrent d'instabilité chronique: le Caucase et les Balkans. Dans le Caucase, on mentionnera les tensions entre Arméniens et Azéris (question du Nagorno-Karabakh), le séparatisme des Abkhazes de Géorgie et les difficiles relations russo-géorgiennes, sans oublier la guerre de Tchétchénie. Dans les Balkans, l'intervention de l'OTAN a plus fixé les vendettas et tensions inter-ethniques qu'elle ne les a réglées. Entre ces deux zones de conflits, la région compte d'autre points durs. Les tensions des années quatre-vingt-dix entre Russes et Ukrainiens (sort de la Crimée et de ses bases navales, partage de la flotte de la mer Noire, statut des populations russes d'Ukraine) semblent aujourd'hui apaisées. Inversement, la question moldave est susceptible de rebondir. Elle concerne au premier chef l'Union européenne.

La Moldavie[6] correspond à l'ancienne Bessarabie roumaine, annexée par l'URSS en 1945. Les Moldaves proclament leur indépendance en 1990 et un fort courant nationaliste prône le rattachement à la Roumanie. Sur la rive orientale du Dniestr, les russophones créent leur propre république. L'intervention du général Alexandre Lebed et de la 14^{e} armée russe aboutit à un compromis. La Moldavie rejoint en 1992 la Communauté des Etats indépendants et le moldave devient la seule langue officielle. Dix ans plus tard, ce conflit rebondit. En 2001, le parti communiste, revenu au pouvoir,

réintroduit la langue russe dans les écoles. Un nouveau cycle d'agitation et de manifestations est amorcé, les manifestants en appelant à l'Union européenne. Les observateurs s'interrogent: une nouvelle Bosnie se profile-t-elle à l'horizon ?

Entre-temps, le grand frère roumain a intégré l'espace Schengen et se prépare à entrer dans l'Union européenne. Le foyer de tension moldave entre donc dans le champ de la Politique européenne de sécurité et de défense de l'Union. Mais celle-ci est encore balbutiante. En mars 2003, l'Union européenne se prépare à prendre le relais de l'OTAN en Macédoine. L'opération mobilise 450 hommes tout au plus mais absorbe les efforts des instances politico-militaires européennes. Quant à la Roumanie, elle pense sa sécurité à travers le prisme de l'OTAN. Tout comme la Bulgarie voisine, elle a obtenu son quitus lors du Sommet atlantique de Prague (novembre 2002). Les deux pays ont d'ailleurs signé la Lettre des Dix du groupe de Vilnius[7]. L'Europe pour le commerce, la monnaie et les fonds de développement; l'OTAN pour la diplomatie, la stratégie et la sécurité. L'Union européenne est renvoyée à ses représentations! Dépourvue d'outils de puissance à la mesure des enjeux, elle n'est donc pas à même de faire frontière en mer Noire.

La rivalité russo-turque

Faute d'hégémonie européenne sur la périphérie sud-est de l'Ancien Monde, la mer Noire s'inscrit dans les géostratégies d'autres acteurs. Depuis Pierre Le Grand et Catherine II, Russes et Turcs s'y affrontent. Cette lutte se perpétue encore aujourd'hui mais à fleurets mouchetés. Pour la Russie, la mer Noire est une ligne de sécurité naturelle et une porte sur la Méditerranée. Les réussites de la diplomatie de Poutine, en Ukraine notamment, n'ont pas permis son retour dans l'«étranger proche». La Russie ne dispose aujourd'hui que d'une étroite fenêtre, avec deux ports d'importance: Novorossijsk et Tyapse. Elle doit prendre en compte le poids de la Turquie, pays plus peuplé et plus étendu que l'Ukraine.

La Sublime Porte contrôle le littoral méridional de la mer Noire, et la Convention de Montreux (1936) lui a confié la garde des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Elle organise avec les Etats riverains des exercices navals en mer Noire (mise sur pied de la *Black Sea Force*), développe ses liens militaires avec la Bulgarie et l'Albanie. Elle exporte également son savoir-faire militaire en Azerbaïdjan et en Géorgie, deux pays clefs dans la géopolitique du pétrole et des oléoducs. Interrogé sur le rôle de la mer Noire dans les géopolitiques turques, un diplomate explique qu'elle est le centre de gravité de l'Eurasie. Autour d'elle s'ordonne un vaste ensemble comprenant les Balkans, l'Anatolie, le Caucase et l'Asie centrale. Cette représentation renvoie à une aire turque s'étirant depuis les minorités culturellement affiliées de l'Europe du Sud-Est jusqu'à la partie chinoise du Turkestan.

Le *roll back* américain

La prise en considération de la situation économique et financière turque invite à pondérer ce discours pantouranien. Ankara n'aurait d'ailleurs pas pu développer son influence diplomatique et militaire en mer Noire sans l'appui des Etats-Unis. Dès le début de la Guerre froide, la Turquie est devenue le principal point d'appui du containment sur le flanc sud de l'URSS. Dans les années quatre-vingt dix, la «coopération hégémonique» Etats-Unis / Turquie a pris des allures de roll back, l'objectif étant d'utiliser le pivot géopolitique turc pour consolider l'indépendance des nouveaux Etats nés de la dissolution de l'URSS et ouvrir une nouvelle route de la soie vers la Caspienne et l'Asie centrale. Depuis le 11 septembre 2001, cette grande stratégie prend une autre dimension avec la présence physique des Américains en Afghanistan, en Ouzbékistan ou encore en Géorgie. Entre néo-islamisme et guerre d'Irak, il faudra suivre avec attention l'évolution des rapports américano-turcs.

Soulignons simplement que la Bulgarie a mis à la disposition des Etats-Unis l'aéroport militaire de Sarafovo, sur la mer Noire. La Roumanie a pour sa part ouvert aux forces américaines le port et la base aérienne de Constantza. La mer Noire est une surface de projection de la puissance américaine en Asie et au Moyen-Orient.

Du fait de la dispersion des projets politiques des Etats européens, et en l'absence d'une politique étrangère et de défense commune, l'Union européenne n'est pas à même de faire frontière en mer Noire. Le Pont-Euxin des Anciens grecs n'est pas le limes sud-oriental de l'Union mais un pivot géostratégique eurasien où interférent des stratégies régionales, continentales et planétaires.

En matière de frontières, le cas de la mer Noire a valeur de paradigme. Ainsi que le montrent les rares débats autour d'une possible entrée de la Turquie dans l'Union européenne, celle-ci se veut sans rivages. Les critères d'adhésion sont économiques et institutionnels mais font l'impasse sur les données géopolitiques. Dans les discours, le projet européen prend des allures eschatologiques, l'objectif semblant être de bâtir une nouvelle Tour de Babel. L'Europe se veut au-delà de l'espace, du temps et de la puissance. Ainsi pensée et conçue, elle ne saurait exister politiquement.

* Institut Français de Géopolitique (Paris-VIII)

[1] Longue de 3 500 km, cette liaison mer du Nord – mer Noire a été coupée par le bombardement des ponts de Belgrade lors de la guerre du Kosovo (1999).
[2] André Dulait et François Thual, La nouvelle Caspienne. Les enjeux post-soviétiques, Ellipses, 1998, p. 23.
[3] J'emprunte l'expression à Yannis Valinakis, La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe, Cahiers de Chaillot, n° 36, juillet 1999, p. 35.
[4] Yannis Valinakis, La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe, op. cit.
[5] Robert Kagan, «Puissance et faiblesse», Commentaire n°99, automne 2002.
[6] La Moldavie est un territoire de 33 700 km². Elle comprend un peu plus de 4 millions d'habitants. les deux tiers sont roumanophones et un tiers est d'origine russe ou ukrainienne.
[7] La lettre des Dix a été publiée par le Groupe de Vilnius le 5 février 2003, quelques jours après la lettre des Huit, en soutien aux Etats-Unis dans la crise irakienne. Constitué en 2000 pour préparer l'adhésion de ses membres à l'OTAN, le Groupe de Vilnius rassemble l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, la Croatie et la Macédoine. Avec la Pologne, la Hongrie et la république tchèque, cet ensemble correspond à « la Nouvelle Europe » que Donald Rumsfeld, le secrétaire d'Etat américain, oppose à la « Vieille Europe » franco-allemande.

Photo : carte de la Turquie d'Europe, du milieu du XVIII^{e} siècle, indiquant le Pont-Euxin (Domaine public, https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=40077505)



Retour en haut de page

date créée
01/04/2003
Champs de Méta
Auteur-article : Jean-Sylvestre MONGRENIER*